

Questions orales

moins concurrentiels face aux entreprises américaines. M. Sinclair faisait allusion à la TPS.

Selon d'autres experts, les lignes canadiennes auraient beaucoup de mal à concurrencer les compagnies américaines à cause de la TPS et de la différence de prix du carburant entre les deux pays.

En fait, pourquoi le gouvernement poursuit-il l'application de son programme de libre-échange avec les États-Unis, la déréglementation des transports aériens, et pourquoi s'entête-t-il à appliquer la TPS?

Même les experts de ce secteur d'activité soutiennent que ces initiatives aggraveront le chômage. Nous sommes en récession. Pourquoi le premier ministre ne retire-t-il pas la TPS? Pourquoi ne renonce-t-il pas à déréglementer les transports aériens avec les États-Unis afin de préserver des emplois chez nous?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, tous les pays socialistes du monde, de la Pologne à la Tchécoslovaquie en passant par l'Allemagne de l'Est, ont recommandé la libéralisation du commerce, se débarrassant de tous les règlements qui régissaient leur économie. Les seuls qui restent attachés au protectionnisme sont les néo-démocrates du Canada.

La députée a cité quelques opinions au sujet de la TPS. Elle pourrait décider de faciliter grandement le processus en s'entretenant avec son voisin de pupitre qui fait des heures supplémentaires au Sénat. . .

Des voix: Bravo!

M. le Président: Le très honorable premier ministre voudra sans doute terminer sa réponse.

M. Mulroney: J'ai parlé avec ma vieille tante Mabel de Kamloops. Elle n'arrive pas à croire que Nelson, pour qui elle a voté comme député, se retrouve au Sénat.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: J'espère qu'il n'y a plus de tantes. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Monsieur le Président, c'est de la parenté éloignée.

Je tenais à dire au leader néo-démocrate que, lorsqu'elle s'entretiendra avec le sénateur novice, elle pourra lui signaler cette citation d'un éminent chroniqueur canadien à propos de la TPS: «Les libéraux qui siègent au Sénat du Canada sont une honte pour notre pays. De voir ces anarchistes sénatoriaux si grassement payés pour travailler si peu se livrer à des écarts de langage, taper sur

leurs pupitres et se comporter comme des bêtes dans les édifices du Parlement. . .»

Des voix: Oh, oh!

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, nous savons tous que tante Mabel ne votera pas pour lui encore une fois aux prochaines élections.

Le Conference Board du Canada a déclaré aujourd'hui que nous sommes entrés dans notre première récession bien canadienne. Or, dans leur document de propagande, les conservateurs tentent d'une manière moralisatrice de justifier la politique économique du gouvernement.

Le ministre des Finances pourrait-il nous dire pourquoi il n'a pas reconnu dans ce document que c'était la politique des taux d'intérêt élevés de son gouvernement qui entraîne la suppression de dizaines de milliers d'emplois et qui plonge le Canada dans cette récession dont parle le Conference Board.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous avons une politique que nous avons établie très clairement.

Comme le député l'a déclaré lui-même, le Parti libéral ne serait absolument pas digne de foi s'il ne proposait pas d'autres solutions. Quelles sont donc ces solutions de rechange?

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, le ministre sait ce que c'est que de ne pas avoir du tout la confiance des gens.

Hier, en voulant justifier ce document de propagande, il a déclaré qu'on l'avait envoyé aux Canadiens, pour répondre à leurs questions de façon très claire, ouverte et honnête.

Le ministre pense-t-il qu'il est honnête de ne pas reconnaître dans ce document que la TPS va aggraver la récession qui nous frappe déjà. Il a reconnu que la TPS n'est pas visible et qu'elle n'est pas non plus sans incidence sur les recettes, contrairement à ce qu'il avait promis. Il n'a pas avoué que les crédits d'impôt reliés à la TPS ne sont pas indexés. Pourquoi n'a-t-il pas profité de la publication de ce document de 1,3 million de dollars, pour dire la vérité?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, mon collègue devrait peut-être se pencher sur les déclarations de l'OCDE, qui affirme que nous devrions avoir une taxe sur les produits et services, qui souscrit aux politiques monétaire et budgétaire du gouvernement du Canada et qui appuie l'Accord de